



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

E'mail : communistes@sitecommunistes.org

07/06/2023

Rubrique internationale

Venezuela : bas les pattes devant le Parti Communiste du Venezuela

Forum Globsec de Bratislava :

***La sécurité du continent européen ne passe ni par le renforcement de l'OTAN,
ni par celui d'une défense européenne pilier de l'OTAN!***

Elections locales en Espagne

Venezuela : bas les pattes devant le Parti Communiste du Venezuela

Dans notre Hebdo Communistes N° 823, nous apportons notre soutien au Parti Communiste du Venezuela objet d'attaques renouvelées organisées par la direction du Parti Socialiste Unifié du Venezuela (PSUV) et qui visent à interdire ce parti qui lutte pour la défense des droits des travailleurs et contre les attaques de l'impérialisme états-uniens. C'est dans ce sens que nous avons protesté auprès de l'ambassade du Venezuela à Paris¹.

Nos amis vénézuéliens viennent de nous écrire pour nous remercier de notre initiative. Nous publions ici leur courrier

À Responsable des relations internationales du Parti Révolutionnaire Communistes

Nous vous adressons un salut fraternel. Veuillez transmettre à la direction et à tous les militants de votre Parti la profonde gratitude du Parti Communiste du Venezuela (PCV). Merci beaucoup pour votre solidarité inébranlable et vos efforts pour contenir l'offensive anticommuniste contre notre Parti. Nous vous tiendrons informés des développements.

Fraternellement Hector Alejo Rodríguez Secrétaire des Relations Internationales du CC-PCV

Une fois de plus nous assurons le PCV de notre solidarité internationaliste.

¹ <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/2314-halte-a-la-campagne-anti-communiste-contre-le-parti-communiste-du-venezuela>

Forum Globsec de Bratislava : La sécurité du continent européen ne passe ni par le renforcement de l'OTAN, ni par celui d'une défense européenne pilier de l'OTAN!

Lors du Forum *Globsec* tenu à Bratislava Emmanuel Macron s'est exprimé le 31 mai sur la sécurité du continent européen. De son intervention il est possible de tirer quelques idées forces qui structurent l'orientation de la politique internationale de la France.

Si, dans son discours, il a courtisé l'Europe de l'Est qui est manifestement très liée aux intérêts des États-Unis et ne jure que par l'OTAN comme moyen d'assurer sa défense, il s'est surtout livré à un plaidoyer pour la construction d'une défense européenne. Ce thème de l'autonomie stratégique européenne n'est pas neuf pour Macron qui depuis son élection en 2017 développe ce thème. Ajoutons, que ce thème d'une armée européenne date des années 1950 avec la Communauté Européenne de Défense. La Communauté Européenne de Défense (CED) était un projet de création d'une armée européenne, avec des institutions supranationales, placées sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN. Cette CED actait le réarmement allemand. Elle était conçue comme une machine de guerre contre l'URSS. Ce traité, signé par 6 États, sera rejeté par l'Assemblée nationale française le 30 août 1954 par 319 voix contre 264, Gaullistes et Communistes s'y opposant avec force, signant son

acte de décès. Le projet de Macron qui conçoit la force européenne comme un pilier européen de l'OTAN n'est donc guère éloigné de la conception qui a prévalu au projet de la CED. Tout au plus plaide-t-il dans le cadre de l'interopérabilité au sein de l'OTAN, c'est à dire pour des standards communs d'équipements, pour que l'industrie militaire en Europe et surtout en France soient plus près du gâteau des profits que représente cette industrie et surtout en période de tensions et de guerre ouvertes où les budgets militaires sont partout en forte croissance.

Si le discours de Macron, souligne et, c'est une litote, que la géographie de l'Europe ne changera pas et donc que la question des rapports avec la Russie sera toujours d'actualité, il n'envisage la construction de la sécurité en Europe que par un renforcement de l'OTAN et du pacte politique qui lie les pays de l'Union Européenne et de ceux qui sont encore à sa périphérie. La question, vaut évidemment pour l'Ukraine où deux choix tactiques s'affrontent : l'un visant à une intégration rapide dans l'OTAN et l'UE, choix poussé par les pays d'Europe de l'Est et les pays Baltes, l'autre plus prudent, visant à attendre que la guerre se termine pour achever un processus d'intégration largement entamé. En attendant que ces questions, comme celles du renforcement militaire de l'Ukraine soient discutées au sommet de l'OTAN à Vilnius les 11 et 12 juillet prochain, l'idée avancée est celle d'une forme de pacte entre l'OTAN et l'Ukraine calqué sur celui qui lie les États-Unis à Israël. Si l'on en juge par le soutien inconditionnel et indéfectible des États-Unis et de ses alliés à Israël, le moins que l'on puisse dire est que l'Ukraine est quasiment *de facto* dans l'Alliance Atlantique!

Dans le discours de Macron, il y a une absence remarquée, celle importante, qu'on le veuille ou non, de garanties de sécurité pour la Fédération de Russie, absence de garantie qui a pesé dans sa décision de prendre l'initiative de la guerre en Ukraine².

La sécurité collective en Europe est, aux yeux de la Russie, incompatible avec un déséquilibre des forces qui voit l'OTAN se rapprocher des frontières de la Russie contre toutes les promesses qui avaient été tenues par les dirigeants allemands et états-uniens de l'époque dans le cadre de la réunification de l'Allemagne. Si l'Ukraine est aujourd'hui au centre des conflits au sein de l'impérialisme en Europe, c'est que la disparition de l'URSS a exacerbé les concurrences pour la domination du centre de l'Europe. Les anciennes puissances capitalistes se disputent le gâteau avec une Russie, elle aussi capitaliste, qui veut y assurer sa domination, en termes économiques mais aussi stratégiques à ses frontières de l'ouest. Les peuples n'ont rien à attendre de ces confrontations qui peuvent plonger l'Europe dans des crises menant à la guerre. La voie de la lutte pour le socialisme, la coopération de nations et de peuples libérés du capitalisme est bien la seule voie possible pour une paix durable et solide en Europe.

2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/europe/1751-ukraine-dangereuse-escalade-entre-les-forces-de-l-otan-de-l-europe-et-la-russie>

Elections locales en Espagne

Des élections se sont déroulées dimanche 28 mai en Espagne afin de désigner tous les conseils municipaux et les assemblées de 12 régions sur 17. Nous analysons les résultats. Rappelons que le pouvoir est exercé en Espagne par une coalition de gauche dont le principal parti est le PSOE, le parti socialiste, qui gouverne au niveau national en coalition avec Unidas Podemos (UP) et le Parti communiste d'Espagne (PCE). Minoritaire au Congrès des députés, le gouvernement de Pedro Sanchez (le dirigeant du PSOE) n'a pu être formé en 2020 que grâce à l'abstention d'une partie de la gauche indépendantiste catalane et basque.

Une victoire du Parti Populaire (PP)

Le PP est le parti classique de droite, serviteur des intérêts capitalistes qui existe quasiment depuis l'installation de Juan Carlos à la sortie du fascisme. Lors des élections municipales, le PP a réuni plus de 6,9 millions de voix soit 31,50 % contre 22,60 % en 2019, lors des précédentes élections municipales.

L'événement le plus marquant de ces élections régionales est la victoire du "*bloc de droite*" mené par le Parti populaire dans 9 des 12 communautés autonomes qui renouvelaient leurs assemblées. Dans 7 cas sur 9, cette victoire intervient aux dépens du "*bloc de gauche*" et de "*centre-gauche*" dominé par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et qui gère les intérêts du grand capital espagnol en alternance avec le PP. L'événement n'est pas isolé. En réalité, l'élection du 28 mai s'inscrit dans la continuité d'une série d'élections régionales (à Madrid, en Andalousie, en Castille et Léon) qui ont vu les scores de la droite s'accroître nettement.

Alors que fin 2021, sur 17 communautés autonomes, seules l'Andalousie, la Galice, Madrid et la Rioja étaient dominées par la droite, les élections de 2022 et 2023 ont mis le PP et ses alliés en position de force dans 11 régions.

Progression du parti ultra réactionnaire Vox

Fondé en 2013 par des dissidents du PP autour de Santiago Abascal, Vox met en avant des thèmes anti-autonomistes et anti-indépendantistes s'agissant des communautés, mais aussi franchement monarchistes. Déjà présent en 2019, il progresse, passant de 3,57 % à 7,18 % aux élections municipales et est désormais présent dans tous les parlements régionaux espagnols sauf la Galice. Il va probablement participer au gouvernement régional aux côtés du PP dans nombre de communautés autonomes.

Fin de partie pour Ciudadanos

La présence des libéraux de Ciudadanos sur la scène politique espagnole n'aura finalement été qu'un intermède. Le parti avait bénéficié d'une forte croissance électorale de 2015 à 2019, attirant une partie de l'opinion anti-indépendantiste modérée. Le parti centriste a connu un reflux relativement brutal à partir de novembre 2019 et a perdu sa représentation parlementaire. Lors des élections municipales de 2023, il a obtenu seulement 1,35 %, contre 8,72 % en 2019. En outre, ne dépassant les 3 % des voix dans aucune région, Ciudadanos n'est plus représenté au niveau régional en Espagne. On peut dire qu'il a été siphonné par le Parti Populaire.

Une défaite du bloc gouvernemental

Défaite du "bloc gouvernemental" plus que du PSOE

Les élections de ce dimanche sont aussi une défaite claire pour le "bloc gouvernemental" mené par le premier ministre Pedro Sanchez.

Il faut toutefois relativiser l'échec du PSOE, qui obtient 6,3 millions de voix soient 28,11 % contre 29,34 % en 2019. C'est bien le "bloc gouvernemental" qui s'effondre, essentiellement les alliés du PSOE, mais cela lui fait perdre la direction de 6 communautés autonomes (la 7^{ème}, la Cantabrie, était dirigée par un autonomiste, en coalition avec le PSOE).

L'effondrement d'Unidas Podemos

Unidas Podemos est une coalition de partis de gauche comprenant principalement le parti Podemos, issu des Indignés, équivalent de Syriza en Grèce ou de LFI en France, et de Izquierda Unida (Gauche Unie), la fédération organisée autour du parti communiste d'Espagne (PCE).

Unidas Podemos a subi un revers majeur ce dimanche en n'obtenant pour les élections municipales que 0,59 % des scrutins contre 5,86 % en 2019.

Avant ces élections, le parti fondé par Pablo Iglesias (Podemos proprement dit), disposait d'élus municipaux et régionaux dans plusieurs communautés espagnoles : Valence, Aragon, Rioja, Navarre, Baléares et Canaries. *Là ils ont presque tout perdu.*

Pour ce qui est des régionales, Unidas Podemos a perdu ce dimanche de 10 à presque 65 % de son électorat selon les régions. La contre-performance de Podemos, nettement plus marquée que celle du PSOE, contribue de manière significative à la perte de la majorité dirigée par le PSOE dans 5 régions sur 7. Dans toutes les régions où il participait au gouvernement à l'exception de la Communauté valencienne, Podemos voit son nombre de voix divisé par plus de deux depuis les précédentes élections.

Les divisions internes entre Podemos proprement dit et le PCE et la lassitude des électeurs qui attendaient une organisation plus radicale ont eu raison de cette force sociale-démocrate qui avait un temps donné le change. La coalition est d'ailleurs depuis un moment en perte de vitesse, puisqu'aux élections législatives de 2016, année de sa création, elle avait recueilli 21,1 % et 71 députés, contre 12,8 % et 35 députés en 2019.

Arrivée de la troisième voie à gauche

Troisième voie progressiste à côté du PSOE et de Podemos, les partis de la gauche écologiste et régionaliste réunis depuis 2022 au sein de l'accord du Turia ont connu lors de ces élections leur première expérience électorale majeure. La liste commune Más Madrid-Verdes Equo, bien implantée dans la région-capitale, a obtenu 18,4 % des voix, devançant le PSOE (18,2 %). La coalition valencienne Compromís a quant à elle obtenu 14,3 % des suffrages régionaux. Les deux partis de gauche des villes de Ceuta et Melilla, membre de l'alliance, obtiennent respectivement 11,2 % et 18,8 %. Enfin, trois autres formations politiques participant à l'accord obtiennent des sièges dans les parlements régionaux grâce à un score entre 5 % et 8 % des voix en Aragon (Chunta Aragonesista), aux Baléares (Més per Mallorca) et dans les Asturies (au sein de l'alliance Convocatoria por Asturias).

Au niveau national, les partis de l'accord du Turia s'inscrivent dans le mouvement Sumar de l'actuelle ministre du travail (PCE) Yolanda Díaz, qui entend organiser la gauche dite radicale à la veille des élections générales et, ainsi, finir de torpiller Podemos.

Résultats en demi-teinte pour les partis régionalistes

Les résultats des partis régionalistes ne semblent pas avoir suivi une tendance globale, la situation étant différente d'une communauté à l'autre et dépendante du clivage droite-gauche.

Ainsi, le Parti régionaliste de Cantabrie (PRC, centre-gauche), qui gouvernait en coalition avec le PSOE, a subi une lourde défaite. Le parti n'a obtenu que 20,9 % des voix contre 37,6 % en 2019, tandis que le PP et Vox obtenaient une majorité parlementaire.

À l'inverse, aux Canaries, la Coalición Canaria (CC, centre-droit) a progressé et peut désormais espérer former un gouvernement de coalition avec le PP.

Dans les Asturies, la liste Convocatoria por Asturias (gauche), dont les scores électoraux sont en hausse, devrait quant à elle continuer de participer au gouvernement.

Enfin, en Navarre, où des formations régionales dominent la vie politique, l'Union du peuple navarrais (droite unioniste) a conservé ses 15 sièges dans un parlement qui en compte 50, tandis que EH Bildu (gauche nationaliste basque) emportait 9 sièges (+2), Geroa Bai (centre-gauche nationaliste) 7 sièges (-2), et les autres partis dont le PSOE, le PP et VOX un total de 19 sièges.

En conclusion

Les leçons à tirer sont souvent les mêmes dans les différents pays. Podemos, symbole de la gauche petite-bourgeoise, s'effondre, la gauche recule globalement, le centre a fondu et la droite progresse.

À la suite de l'annonce des résultats des élections régionales, le premier ministre Pedro Sanchez a annoncé avancer au 23 juillet les élections générales prévues initialement pour décembre. Le bloc de droite (PP et VOX) espère l'emporter.

Les travailleurs espagnols n'ont rien à attendre ni des uns, ni des autres. L'alternance se fait, entre partis défendant, chacun à sa manière, le système capitaliste. L'inflation mine la vie des travailleurs, en Espagne comme en France, malgré la décision du gouvernement de plafonner la facture électrique ; malgré une loi sur le salaire minimum votée par la gauche, les salaires n'augmentent pas en Espagne ; enfin la coalition amenée par le PSOE a adopté une loi sur le consentement sexuel dont l'effet paradoxal a été la sortie prématurée de prison ou des remises de peines pour des dizaines de délinquants sexuels.

La solution ne viendra ni de la gauche, ni de la droite. Pour répondre aux besoins des travailleurs, il faut combattre le capitalisme. Seule la lutte sociale peut permettre d'engager ce combat.

Le Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne, a déclaré que le plus important était le lendemain des élections. *« Parce qu'au lendemain des élections, le patron est toujours le patron et l'ouvrier est toujours un ouvrier, même s'il a voté ou même s'il n'a pas voté. Et quel que soit le vainqueur, nous devons continuer à nous battre pour améliorer nos conditions de vie et de travail. Parce que personne ne va nous donner quoi que ce soit et personne ne va résoudre nos problèmes à notre place. [...] Tous les partis parlent de mettre fin à la pauvreté, de résoudre les problèmes de logement, de créer des emplois et d'améliorer les services publics. Mais ils ne peuvent pas le faire, ils n'ont pas de place pour cela parce qu'ils acceptent et représentent un modèle social et économique qui donne la priorité aux avantages commerciaux par rapport à tout le reste. [...] Ils ne combattent pas la pauvreté, ils la gèrent. Ils ne luttent pas contre la précarité, mais la légalisent. Ils ne défendent pas les services publics, mais les démantèlent et les privatisent. »*

Un constat et une analyse qui conviennent aussi bien à la France qu'à l'Espagne.